REPUBLIQUE DU NIGER

Fraternité-Travail-Progrès

ORDONNANCE N° 2024-37

du 08 août 2024

modifiant et complétant la loi n° 2022-033 du 05 juillet 2022, portant loi minière.

LE PRESIDENT DU CONSEIL NATIONAL POUR LA SAUVEGARDE DE LA PATRIE, CHEF DE L'ETAT,

Vu la Proclamation du Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie (CNSP) en date du 28 juillet 2023 ;

Vu l'Ordonnance n° 2023-01 du 28 juillet 2023, portant suspension de la constitution du 25 novembre 2010 et créant le Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie (CNSP) ;

Vu l'Ordonnance n° 2023-02 du 28 juillet 2023, portant organisation des pouvoirs publics pendant la période de transition ;

Vu la loi n° 2022-033 du 5 juillet 2022, portant loi minière modifiée et complétée par la loi n° 2023-03 du 09 mai 2023 ;

Sur rapport du Ministre des Mines ;

Le Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie, entendu ;

ORDONNE :

Article premier : La loi n° 2022-033 du 5 juillet 2022, portant loi minière est modifiée et complétée ainsi qu'il suit :

Article premier (nouveau) : Au sens de la présente ordonnance, on entend par :

Activité minière : opération de prospection, de recherche ou d'exploitation, de traitement et de transformation de substances de mines ou de carrières, de haldes, terrils et résidus d'exploitation de mines ou de carrières ainsi que la fermeture et la réhabilitation des sites.

Administration des Mines : Ministère en charge des Mines ou le département ou l'institution décentralisée ayant pour mission la mise en œuvre de la politique minière ainsi que le suivi et contrôle des activités minières.

Amodiation : location pour une durée fixe ou indéterminée, sans faculté de sous-location d'un permis pour grande exploitation minière, d'un permis pour petite exploitation minière, **d'une concession ou d'une partie d'une concession dans les conditions fixées** dans le contrat d'amodiation par accord entre l'amodiant et l'amodiataire **et approuvé par le Ministre chargé des Mines.**

Amodiant : titulaire du permis pour grande exploitation minière ou du permis pour petite exploitation minière objet de l'amodiation.

Amodiataire : personne morale qui bénéficie de l'amodiation ; l'amodiataire est assimilé au Titulaire.

Autorisation d'ouverture et d'exploitation de carrière : comprend l'autorisation d'ouverture et d'exploitation industrielle de carrière ou l'autorisation d'ouverture et d'exploitation semi-mécanisée de carrière ou l'autorisation d'ouverture et d'exploitation artisanale de carrière

Cadastre minier : représentation cartographique sur laquelle sont portés les périmètres des droits miniers selon leurs statuts, leurs définitions, leurs titulaires et leurs durées de validité ainsi que les zones fermées, interdites ou protégées. L'ensemble est dressé et maintenu à jour par le Ministère en charge des Mines pour l'ensemble du territoire national du Niger y compris les documents annexes officiels. Le Cadastre minier désigne aussi la structure chargée de la gestion des droits miniers.

Cahier des charges : cadre d'accord entre l'Etat et les titulaires de permis de recherche, d'autorisations d'exploitation minière semi-mécanisée, d'autorisations d'ouverture et d'exploitation de carrière industrielle, d'autorisations d'ouverture et d'exploitation semi- mécanisée de carrière ou d'autorisations d'exploitation des haldes, des terrils et des résidus d'exploitation de mines ou de carrières, permettant d'organiser la mise en œuvre des engagements et obligations des titulaires relatifs à la réalisation en matière de travaux.

Carreau-mine : ensemble comprenant la mine et ses installations annexes, y compris celles qui sont éloignées du périmètre de la mine. La notion de carreau-mine s'applique aussi bien dans le régime minier que dans celui des carrières.

Carrière : tout gîte de substances minérales classées en carrière exploitable à ciel ouvert ou en souterrain et toute usine de traitement et de transformation des substances minérales en produits marchands, située à l'intérieur du périmètre de l'autorisation d'ouverture et d'exploitation de la carrière, y compris ses dépendances. Elle comprend la carrière industrielle, la carrière semi- mécanisée et la carrière artisanale.

Carrière artisanale : celle dans laquelle l'extraction et le traitement des substances de carrières se font par des procédés et méthodes utilisant des équipements traditionnels comprenant essentiellement l'emploi d'outils manuels et la force humaine ou animale. L'exploitation artisanale n'est pas fondée sur la mise en évidence préalable d'un gîte ou d'un gisement.

Carrière industrielle : celle dans laquelle l'extraction, le traitement et la transformation des substances de carrières se font dans des installations fixes par des procédés et méthodes utilisant des équipements industriels. Elle correspond à une

exploitation de grande taille, permanente ,bien planifiée et coordonnée, avec le déploiement de moyens entièrement mécanisés, fondée sur la mise en évidence préalable d'un gisement et dont le taux de production dépasse cinq mille (5.000) mètres cubes par mois ou soixante mille (60.000) mètres cubes par an de produits marchands.

Carrière permanente : lieu où sont extraites les substances de carrières, y compris toute installation de traitement et de transformation des produits de cette exploitation dont la durée d'exploitation n'excède pas cinq (5) ans, renouvelable.

Carrière publique : carrière ouverte et exploitée par l'Etat ou par ses démembrements.

Carrière semi-mécanisée : celle qui consiste à extraire et à concentrer des substances de carrières et en récupérer des produits marchands. Elle correspond à une exploitation à petite échelle, permanente, bien planifiée et coordonnée, avec le déploiement de moycns semi- mécanisés, et dont le taux de production ne dépasse pas cinq mille (5.000) mètres cubes par mois ou soixante mille (60.000) mètres cubes par an de produits marchands.

Carrière temporaire : lieu où sont extraites les substances de carrières, y compris toute installation de traitement des produits de cette exploitation dont la durée d'exploitation n'excède pas un (1) an, renouvelable.

Cession : mutation directe ou indirecte à titre onéreux ou gratuit, d'un permis de recherche, d'un permis d'exploitation, d'une autorisation d'exploitation minière semi-mécanisée ou d'une autorisation d'ouverture et d'exploitation de carrière, de droits et obligations rattachés au droit minier et de droits sociaux du titulaire dudit droit.

Code minier : présente loi minière, les textes pris pour son application et les autres textes miniers non contraires et non explicitement abrogés.

Collectivités territoriales : communes et les régions (Ordonnance n°2010-54 du 17 septembre 2010, portant Code Général des Collectivités Territoriales et les textes modificatifs subséquents).

Concession : Concession d'Arlit et /ou la Concession de Tafereeye.

Contenu local : ensemble des initiatives prises en vue de promouvoir l'utilisation des biens et des services nationaux ainsi que le développement de la participation de la main d'œuvre, de la technologie et du capital national dans toute la chaine de valeur de l'industrie minière.

Convention minière ou convention : accord entre le titulaire du permis pour grande exploitation minière, du permis pour petite exploitation minière ou de l'amodiation et l'Etat du Niger, qui fixe les conditions spécifiques de l'activité minière.

OK/DCCM

Date de première production commerciale : date à laquelle la mine **ou la carrière** atteint une période continue de production de soixante (60) jours ou date de la première expédition de la production minière **ou de carrière** à des fins commerciales.

Dépendances d'une mine ou d'une carrière : ouvrages, bâtiments, machines, appareils et engins servant à l'exploitation minière ou de carrière.

Développement communautaire : ensemble des politiques et d'actions, élaborées dans le cadre du développement durable et visant l'amélioration des conditions de vie des populations riveraines des mines ou des carrières.

Dividende prioritaire : dividendes qui doivent être versés à l'Etat au titre de sa participation gratuite dans la société d'exploitation.

Droits antérieurs : tout droit des tiers existant avant l'octroi d'un droit minier.

Droits miniers : amodiations, titres miniers, titres de carrière et autorisations d'exploitation des haldes, des terrils et des résidus d'exploitation de mines et de carrières.

Etat : la République du Niger.

Etude de faisabilité : rapport faisant état de la faisabilité de la mise en exploitation d'un gisement de substances minérales à l'intérieur du périmètre d'un permis pour grande exploitation minière, du permis pour petite exploitation minière ou une autorisation d'exploitation de carrière industrielle.

Etude d'Impact Environnemental et Social : procédure administrative et technique qui permet l'identification, l'examen et l'évaluation préalable des impacts potentiels positifs et négatifs qu'une activité ou qu'un projet envisagé peut avoir sur son milieu d'insertion.
L'Etude d'Impact Environnemental et Social peut être détaillée lorsque les impacts sont jugés potentiellement importants ; il s'agit alors d'une Etude d'Impact Environnemental et Social détaillée ou approfondie.
Lorsque le projet ou l'activité a des impacts d'importance mineur et n'est pas prévu pour être réalisé dans une zone à risque ou écologiquement sensible, il s'agit d'une Etude d'Impact Environnemental et Social simplifiée ou d'une notice d'impact environnemental et social.

Expiration d'un droit minier : fin de la période de validité d'un droit minier qui ne fait pas l'objet de demande de renouvellement ou de transformation de permis de recherche en permis d'exploitation.

Exploitation artisanale : ensemble des activités qui consistent à extraire et concentrer des substances minérales et à en récupérer les produits miniers marchands en utilisant des méthodes et procédés manuels et traditionnels. Toutefois, l'usage d'un minimum de mécanisation et d'énergie électrique est autorisé, mais sont interdits, les explosifs et

les produits chimiques. Elle n'est pas fondée sur la mise en évidence préalable d'un gisement.

Exploitation minière : ensemble des travaux préparatoires, d'extraction, de transport, d'analyse, de traitement et de transformation effectués sur un gîte naturel de substances minérales donné pour transformer les substances minérales en produits miniers marchands.

Exploitation Minière Artisanale à Petite Echelle (EMAPE) : désigne les exploitations minières artisanales, les exploitations minières semi-mécanisées et les exploitations des haldes, terrils et résidus des mines.

Exploitation semi-mécanisée : ensemble des opérations qui consistent à extraire et concentrer des substances minérales et à en récupérer les produits miniers marchands pour en disposer en utilisant des méthodes et quelques moyens mécaniques dans la chaine des opérations.

Extension : extension du périmètre du permis de recherche et l'extension de la validité à d'autres substances minières d'un permis de recherche ou d'un permis d'exploitation.

Extraction : ensemble des travaux visant à extraire du sol ou du sous-sol des substances minérales.

Force majeure : empêchement à caractère imprévisible, irrésistible et insurmontable dont la survenance entraine l'incapacité de la partie qui l'évoque d'exécuter tout ou partie de ses obligations, objet du droit minier concerné.

Gisement : tout gîte naturel de substances minérales exploitable dans les conditions économiques du moment.

Gisement marginal : gisement de taille et de qualité connue pour lequel a été réalisée une étude de faisabilité mais jugé économiquement non rentable dans les conditions du moment par l'État et le titulaire du permis.

Gîte : toute concentration naturelle de substances minérales dans une zone déterminée de l'écorce terrestre.

Grande exploitation minière : exploitation minière de grande taille ou à grande échelle, permanente, bien planifiée et coordonnée, avec le déploiement de moyens entièrement mécanisés, fondée sur la mise en évidence préalable d'un gisement et dont le niveau de production dépasse quinze mille (15.000) tonnes par mois ou cent quatre-vingt mille (180.000) tonnes par an de minerai traité.

Haldes, terrils et résidus d'exploitation de mines ou de carrières : masses constituées de rejets, de résidus, de déblais et de déchets d'exploitation de substances

minières ou de substances de carrières provenant des opérations d'extraction, de traitement et/ou de valorisation de ces substances minérales.

Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives ou ITIE : norme internationale mise en place par la coalition composée de gouvernements, d'entreprises, de la société civile, d'investisseurs et d'organisations internationales, et qui a pour objectif principal le renforcement de la gouvernance par l'amélioration de la transparence et de la recevabilité dans le secteur des industries extractives.

Installations fixes : installations d'extraction, de traitement et de transformation de minerai, de production d'énergie et de vapeur, les ateliers de réparation, les ateliers de préparation d'explosifs, les magasins de stockage, les engins miniers et de carrière et les véhicules affectés aux opérations minières.

Liste minière : liste des biens d'équipement et consommables établis conformément à la nomenclature du Tarif Extérieur Commun, notamment utilisés dans les activités minières et pour lesquels le droit et la taxe à l'importation sont suspendus ou exonérés totalement ou partiellement.

Mine : tout gisement exploitable à ciel ouvert ou en souterrain avec l'ensemble des infrastructures destinées à l'exploitation, au traitement et à la transformation des minerais issus de cette exploitation, y compris ses dépendances. Elle désigne **la concession**, la grande exploitation minière, la petite exploitation minière, **les amodiations** et l'exploitation minière semi-mécanisée.

Minerai : produit provenant directement d'un gîte et contenant une ou des substance(s) minérale(s) utile(s).

Opérations minières : toutes opérations entièrement, nécessairement et exclusivement liées à l'activité minière.

Phase d'exploitation : période commençant à la date de première production commerciale jusqu'à la date d'arrêt de production.

Phase de recherche : période commençant de la date d'octroi d'un permis de recherche à la réalisation de l'étude de faisabilité sans excéder une durée maximale de dix (10)ans.

Phase de construction : période commençant à la date d'octroi d'un **titre** d'exploitation et se terminant à la date de première production commerciale.

Phase de fermeture : période commençant à partir de la date d'arrêt de la production jusqu'à la réhabilitation totale du site exploité y compris la période de la surveillance environnementale.

Périmètre : zone ou surface pour laquelle un droit minier est accordé. Le périmètre est assimilé au droit minier dont il délimite la surface.

Permis d'exploitation : comprend le permis pour grande exploitation minière et le permis pour petite exploitation minière.

OK/DCCM

Permis minier : comprend le permis de recherche, le permis pour grande exploitation minière et le permis pour petite exploitation minière et la Concession.

Petite exploitation minière : exploitation minière permanente, bien planifiée et coordonnée, avec le déploiement de moyens entièrement mécanisés, fondée sur la mise en évidence préalable d'un gisement et dont la production ne dépasse pas quinze mille (15.000) tonnes par mois ou cent quatre-vingt mille (180.000) tonnes par an de minerai traité.

Plan / Programme de développement et d'exploitation de gisement : ensemble d'activités organisées à travers lesquelles le titulaire d'un titre d'exploitation se livre à des travaux d'aménagement de terrains, de construction d'infrastructures, de mise en place des matériels et des équipements pour l'exécution des travaux préparatoires, d'extraction et d'exploitation, de transport, d'analyse et de traitement, effectués sur un gisement donné pour transformer les substances de carrière ou de mines en produits miniers marchands.

Principes de l'Equateur : référentiel de principes du secteur financier pour s'assurer que les projets à financer sont réalisés de manière socialement responsable et respectueuse de l'environnement.

Prix de pleine concurrence : prix qu'une entreprise dominante a pratiqué à une entreprise dépendante et qui a été accepté sur le marché entre des entreprises indépendantes. Cela permet à l'administration fiscale de contrôler les prix de transfert qui s'opèrent entre les entreprises intragroupes et celles qui ne leur sont pas liées.

Processus de Kimberley : initiative commune regroupant des gouvernements, l'industrie du diamant et des entités de la société civile qui s'engagent à suivre les conditions de contrôle de la production et du commerce des diamants bruts régies par le Système de Certification du Processus de Kimberley (SCPK).

Produits miniers marchands ou substances minérales marchandes : toutes substances minérales extraites du périmètre d'un droit minier et tout produit élaboré à des fins commerciales à partir de ces substances dans les usines de traitement ou de transformation.

Prospection minière : investigations limitées à des travaux de surface par des méthodes et procédés simples en vue de mettre en évidence des indices de substances minérales.

Réattribution : procédure administrative par laquelle l'Etat octroie à nouveau un droit minier de même nature, sur un périmètre ayant fait retour au domaine public.

Recettes exceptionnelles : recettes non prévues par la fiscalité minière.

Recherche minière : ensemble des travaux exécutés en surface, en profondeur ou aéroportés pour établir la continuité d'indices de substances minières, déterminer

l'existence ou non d'un gisement, en étudier les conditions d'exploitation et d'utilisation industrielle, en vue d'établir une étude de faisabilité.

Règles de l'art minier : conditions techniques et méthodes d'exploitation internationalement reconnues pour mieux valoriser le potentiel du gisement, ainsi que pour optimiser la productivité et les conditions de sécurité industrielle, de sécurité publique et de protection de l'environnement.

Réhabilitation : ensemble des activités visant à ramener un site d'exploitation dans un état au moins proche de celui d'origine.

Réserves : parties des ressources minérales mesurées et indiquées pouvant être exploitées économiquement sous les conditions du marché au moment de l'estimation.

Sous-traitant : personne physique ou morale qui exécute des tâches qui s'inscrivent dans le cadre des activités principales du titulaire du droit minier.

Substance minérale : tout corps naturel contenant un ou plusieurs minérau (x) sous forme amorphe ou cristalline, solide, liquide ou gazeuse ayant une valeur économique.

Substance stratégique : substance qui, à l'appréciation de l'Etat, présente un intérêt certain par rapport au contexte économique ou géostratégique. Elle s'entend comme toute substance minière ou substance de carrière par rapport à laquelle, l'Etat est fortement dépendant pour la réalisation de ses projets de développement ou au regard du contexte géostratégique revêtant un intérêt particulier pour l'Etat et dont la disponibilité peut être influencée par des facteurs très variés affectant la filière de recherche, d'exploitation, de transformation ou d'exportation.

SYSCOHADA : Système Comptable de l'Harmonisation des Droits des Affaires.

Textes d'application de la loi minière : décrets, arrêtés et décisions pris pour l'application de la présente loi.

Tiers : toute personne physique ou morale autre que l'Etat et le titulaire du droit minier.

Titres de carrières : actes administratifs délivrés conformément aux dispositions de la présente loi en vue d'entreprendre des activités régies par l'autorisation de recherche de substances de carrière, l'autorisation d'ouverture et d'exploitation industrielle de carrière, l'autorisation d'ouverture et d'exploitation semi-mécanisée de carrière et l'autorisation d'exploitation artisanale de carrière.

Titre d'exploitation : Concession, le permis pour grande exploitation minière, le permis pour petite exploitation minière, l'autorisation d'exploitation minière semi-mécanisée, l'autorisation d'ouverture et d'exploitation industrielle de carrière et l'autorisation d'ouverture et d'exploitation semi-mécanisée de carrière.

CK/DCCM

Titre d'exploitation de carrières : autorisation d'ouverture et d'exploitation industrielle de carrière, l'autorisation d'ouverture et d'exploitation semi-mécanisée de carrière et l'autorisation d'exploitation de carrière artisanale.

Titres miniers ou titres de mines : actes administratifs délivrés conformément aux dispositions de la présente loi en vue d'entreprendre des activités régies par l'autorisation de prospection, le permis de recherche, le permis pour grande exploitation minière, le permis pour petite exploitation minière, la Concession, l'autorisation d'exploitation minière semi-mécanisée et l'autorisation d'exploitation minière artisanale.

Titres miniers d'exploitation : Concession, le permis pour grande exploitation minière, le permis pour petite exploitation minière, l'autorisation d'exploitation minière semi- mécanisée et l'autorisation d'exploitation minière artisanale.

Titulaire : toute personne physique ou morale au nom de laquelle un droit minier est accordé conformément aux dispositions de la présente loi.

Traitement de minerais : activité de concentration et d'enrichissement du minerai extrait aboutissant à un produit minier marchand.

Transfert d'un droit minier :opération de cession ou de transmission d'un droit minier.

Transformation de substances minérales : processus qui conduit à l'obtention de produits miniers marchands à valeur ajoutée, à partir des substances minérales brutes extraites sur le territoire national.

Travaux préparatoires : ensemble des activités relatives à la réalisation des infrastructures telles que les voies d'accès, la préparation du site, la construction et l'installation des équipements d'extraction, de transport, de traitement et de transformation nécessaires pour démarrer l'exploitation du gisement.

Valeur du produit minier : valeur de vente des substances de mines, de carrières ou de haldes, de terrils et de résidus d'exploitation de mines et de carrières, extraites d'un droit minier et commercialisées par le producteur.

Article 11 (nouveau) : Droit des personnes autres que l'Etat à se livrer aux opérations minières

Sous réserve du respect des dispositions de la présente loi, l'Etat peut accorder sur le territoire de la République du Niger aux personnes physiques ou morales, de nationalité ou de droit nigérien ou étranger, dûment qualifiées, le droit de prospecter, de rechercher, d'exploiter, de transformer ou de commercialiser, dans des zones désignées, des substances minières ou substances de carrières ou d'exploiter les haldes, les terrils et les résidus d'exploitation de mines ou de carrières.

Les droits susceptibles d'être acquis sont :

- **Pour les Substances minières :**

ok/DCCM

- le droit de prospecter des substances minières ne peut être acquis qu'en vertu d'une « autorisation de prospection ou d'une carte de prospecteur » ;
- le droit de rechercher des substances minières ne peut être acquis qu'en vertu d'un « permisde recherche » ;
- le droit d'exploiter une mine à grande échelle ne peut être acquis qu'en vertu d'un « permis pour grande exploitation minière » ;
- le droit d'exploiter une mine à petite échelle ne peut être acquis qu'en vertu d'un « permis pour petite exploitation minière » ;
- le droit d'exploiter des substances minières par des méthodes et moyens semi-mécanisés ne peut être acquis qu'en vertu d'une « autorisation d'exploitation minière semi-mécanisée » ;
- le droit d'exploiter un gîte, par des méthodes et moyens artisanaux, ne peut être acquis qu'en vertu d'une « autorisation d'exploitation minière artisanale » ;
- **le droit d'exploiter et/ou de valoriser les haldes, les terrils et les résidus d'exploitation de mines, ne peut être acquis qu'en vertu d'une « autorisation d'exploitation des haldes, des terrils et des résidus d'exploitation de mines » ;**
- le droit de commercialiser des substances minières ne peut être acquis qu'en vertu d'un « agrément à la commercialisation des substances minières ».

➢ **Pour les Substances de carrières :**

- le droit de rechercher des substances de carrière ne peut être acquis qu'en vertu d'une « autorisation de recherche de substances de carrière » ;
- le droit d'exploiter une carrière par des méthodes et moyens industriels ne peut être acquis qu'en vertu d'une « Autorisation d'ouverture et d'exploitation industrielle de carrière » ;
- le droit d'exploiter une carrière par des méthodes et moyens semi-mécanisés, ne peut être acquis qu'en vertu d'une « Autorisation d'ouverture et d'exploitation semi-mécanisée de carrière » ;
- le droit d'exploiter un gîte de substances de carrière, selon les méthodes et moyens artisanaux, ne peut être acquis qu'en vertu d'une « autorisation d'exploitation de carrière artisanale » ;

- **le droit d'exploiter et/ou de valoriser les haldes, les terrils et les résidus d'exploitation de carrière, ne peut être acquis qu'en vertu d'une « autorisation d'exploitation des haldes, des terrils et des résidus d'exploitation de carrières » ;**
- le droit de commercialiser des substances de carrière ne peut être acquis qu'en vertu d'un « Agrément à la commercialisation des substances de carrière ».

➢ **Sous-traitance des opérations minières :**

- le droit d'exercer des activités de sous-traitance des opérations minières ne peut être acquis qu'en vertu d'une « habilitation technique de sous-traitant ».

➢ **Traitement et/ou transformation de substances minérales :**

- le droit d'installer et d'exploiter une unité de traitement et/ou de transformation des substances minérales ne peut être acquis qu'en vertu d'une « autorisation de traitement et/ou de transformation de substances minérales ».

L'Administration des Mines peut limiter le nombre de droits miniers qu'un même titulaire peut détenir. Les modalités de cette limitation sont fixées par voie réglementaire.

<u>Article 12</u> (nouveau) : Obligations de se conformer et réattribution des droits miniers

Nul, y compris les propriétaires du sol ou de droits de surface, ne peut, sur le territoire de la République du Niger, se livrer à l'une ou plusieurs des activités visées à l'article 11 nouveau ci-dessus sans se conformer aux dispositions de la présente loi.

L'Etat traite en toute souveraineté les demandes de droits miniers. Le rejet d'une demande de droit minier ne donne, au requérant, aucun droit de recours ni d'indemnisation de quelque nature que ce soit, sous réserve des dispositions de la présente loi.

Les périmètres des droits miniers faisant retour au domaine public, sont réattribués par l'Administration des Mines. Les conditions et les modalités de cette réattribution sont fixées par voie réglementaire. L'acte pris pour constater le retour au domaine public d'un périmètre fait l'objet de publication au Journal Officiel de la République du Niger.

<u>Article 16</u> (nouveau) : Renouvellement de droits miniers et prorogation d'office

Les droits miniers sont renouvelables à la demande de leurs titulaires. Le renouvellement est de droit lorsque le titulaire a satisfait aux obligations lui incombant en vertu des dispositions de la présente loi.

Au cas où une demande de renouvellement d'un droit minier est formulée dans le délai prescrit et que l'administration n'a pas statué sur ladite demande, la validité de ce droit est prorogée d'office jusqu'à la régularisation par l'Administration des Mines.

Toutefois, cette prorogation ne s'applique qu'à la partie du périmètre visée par la demande de renouvellement du droit minier.

Au cas où une demande de permis d'exploitation est formulée sur tout ou une partie du périmètre d'un permis de recherche en cours de validité et que l'Administration des Mines n'a pas pu statuer jusqu'à l'expiration du permis de recherche, ledit permis de recherche est prorogé d'office en sa partie couverte par la demande du permis d'exploitation.

Article 26 (nouveau) : Droit de l'Etat

L'attribution faite par l'Etat d'un permis d'exploitation, ou d'une autorisation d'ouverture et d'exploitation industrielle de carrière, lui donne droit à une participation de **quinze pour cent (15%)** du capital de la société d'exploitation pendant toute la durée de l'exploitation. Cette participation, libre de toutes charges, ne doit connaître aucune dilution en cas d'augmentation du capital social.

En sus de la participation visée à l'alinéa précédent, l'Etat se réserve le droit de participer en numéraires ou en nature, directement ou par l'intermédiaire d'un organisme public, à l'exploitation de substances minières ou de carrière en s'associant avec les titulaires du titre d'exploitation minière ou de carrière.

La nature et les modalités de cette participation sont expressément définies, d'un commun accord, dans le cahier des charges et dans la convention signés par les parties.

Dans ce cas, le taux de participation de l'État dans le capital de la société d'exploitation incluant les **quinze pour cent (15%)** visés à l'alinéa 1 du présent article ne peut dépasser quarante pour cent (40%).

Article 29 (nouveau) : Fonds de développement minier

Il est institué un fonds pour le développement de l'infrastructure géologique de base appelé fonds de développement minier.

L'objet du fonds de développement minier est d'intervenir dans le financement :

- des projets de prospection générale, de cartographie géologique et de compilation de données et d'inventaire des ressources géologiques et minières ;
- **de l'acquisition de matériels et équipements destinés à la prospection, à la cartographie géologique, à la compilation de données et à l'inventaire des ressources géologiques et minières.**

Les ressources du fonds de développement minier sont constituées des contributions suivantes :

- quinze pour cent (15 %) des recettes de l'Etat provenant des recettes minières **hors recettes exceptionnelles** ;
- **trente-cinq pour cent (35%) des recettes exceptionnelles notamment la redevance initiale forfaitaire issue de la réattribution des droits miniers ;**
- dons et legs.

Un décret pris en Conseil des Ministres fixe les modalités de fonctionnement du fonds de développement minier.

Article 31 (nouveau) : Droits conférés

L'autorisation de prospection ou la carte de prospecteur confère à son titulaire le droit non exclusif de prospection valable sur toute l'étendue du périmètre octroyé.

La prospection est interdite dans les zones classées de l'Etat du Niger ainsi que dans les zones faisant l'objet d'un droit minier. Elle s'opère dans le respect des dispositions des articles 154 et 155 de la présente loi.

Le titulaire d'une autorisation de prospection ou d'une carte de prospecteur dispose d'un droit de préemption pendant la durée de son autorisation. Le droit de préemption s'entend d'une priorité pour l'obtention d'un permis de recherche **ou d'une autorisation d'exploitation minière artisanale ou semi-mécanisée** dans les limites du périmètre de l'autorisation. Les modalités d'application du droit de préemption sont fixées par voie réglementaire.

La détention d'une autorisation de prospection ou de la carte de prospecteur n'oblige pas l'Administration des Mines à octroyer au titulaire un permis de recherche **ou une autorisation d'exploitation minière artisanale ou semi-mécanisée.**

L'autorisation de prospection ou la carte de prospecteur constitue un bien meuble qui ne peut faire l'objet ni de gage, ni de nantissement, ni de quelque autre garantie que ce soit.

Article 38 (nouveau) : Superficie et forme

La superficie du permis de recherche à attribuer est fonction des connaissances géologiques et minières du terrain sollicité. Elle ne peut excéder **trois cents (300) kilomètres carrés. L'arrêté d'attribution du permis de recherche précise la superficie retenue.**

Le périmètre objet du permis de recherche est limité par un polygone de dix (10) sommets au maximum dont les côtés sont orientés Nord-Sud et Est-Ouest vrais.

Article 41 (nouveau) : Prolongation et prorogation de la durée de validité

Si, à la fin de la période de validité d'un permis de recherche suite au second renouvellement, le titulaire du permis n'a pas pu finaliser son étude de faisabilité pour des raisons justifiées et vérifiées par l'Administration des Mines, une **prolongation** de la période de validité du permis, dont la durée ne peut excéder un (1) an.

En cas de découverte de gisements marginaux à l'intérieur du périmètre du permis de recherche, le Ministre chargé des Mines peut **prolonger** la durée de validité du permis.

La **prolongation** peut être accordée pour la conjoncture défavorable du marché des substances minières concernées au moment de la demande de **prolongation**, telle que démontrée par une étude économique produite par le titulaire du permis de recherche. **La durée de cette prolongation est de deux (2) ans, renouvelable une (1) fois pour la même durée.**

La prorogation d'un droit minier est de droit lorsqu'un cas de force majeure a empêché l'exécution des travaux. La durée de cette prorogation est équivalente au temps d'empêchement.

La **prolongation** et la **prorogation** de la durée de validité du permis de recherche sont accordées par arrêté du Ministre chargé des Mines. **Elles sont** valables, sous réserve de l'acquittement des droits **y afférents**. Les modalités de **prolongation** et de **prorogation** de la durée de validité du permis de recherche sont déterminées par voie réglementaire.

Article 53 (nouveau) : Validité et renouvellement

La première période de validité du permis pour petite exploitation minière est de cinq (5) ans et la première période de validité du permis pour grande exploitation minière est de dix (10) ans.

Les permis sont renouvelables, à la demande du titulaire, par décret pris en Conseil des Ministres, par périodes de cinq (5) ans jusqu'à l'épuisement des gisements si toutes les obligations, à la charge du titulaire du permis d'exploitation, en vertu de la présente loi et de la convention, ont été respectées.

L'amodiation d'un titre d'exploitation est valable pour la durée restante de la validité du titre d'exploitation amodié à concurrence de dix (10) ans. Elle est renouvelable par décret pris en Conseil des Ministres, pour une période de cinq (5) ans jusqu'à épuisement du gisement.

Article 54 (nouveau) : Superficie et forme

La superficie du périmètre du permis d'exploitation est délimitée en fonction du gisement tel que défini dans l'étude de faisabilité. Elle **doit** couvrir toute superficie supplémentaire raisonnable devant accueillir les installations de surface nécessaires à l'exploitation, au traitement et à la transformation du minerai **et, le cas échéant, un périmètre de sécurité.**

Le périmètre du permis d'exploitation doit être entièrement situé à l'intérieur du périmètre du permis de recherche dont il dérive. Il peut, dans des cas exceptionnels,

partiellement couvrir plusieurs permis de recherche appartenant au même titulaire, si le gisement englobe certaines parties de ces permis.

Le permis d'exploitation est limité par un périmètre de forme polygonale dont les côtés sont orientés Nord-Sud et Est-Ouest vrais.

Article 58 (nouveau) : Transformation d'un permis pour petite exploitation minière ou d'une concession en permis pour grande exploitation minière

Le titulaire d'un permis pour petite exploitation minière a droit à la transformation de son titre minier en permis pour grande exploitation minière.

Le titulaire d'une Concession a le droit de transformer son titre minier en permis pour grande exploitation minière.

Les conditions et les modalités de transformation du permis pour petite exploitation minière et de la concession en permis pour grande exploitation minière sont déterminées par voie réglementaire.

Article 2 : Il est inséré après l'article 59, un article 59 bis libellé ainsi qu'il suit :

Article 59(bis): Extension du périmètre d'un permis d'Exploitation

Lorsque le titulaire d'un permis d'exploitation détient un gisement contenu dans un terrain contigu à son périmètre, il peut demander l'extension du périmètre de son permis audit terrain.

Les modalités de mise en œuvre de cette extension sont précisées par voie réglementaire.

Le décret autorisant l'extension du périmètre d'un permis d'exploitation modifie les coordonnées du permis initial et fixe sa nouvelle date d'expiration qui ne saurait excéder celle du permis initial.

Article 60 (nouveau) : Droits conférés

L'autorisation d'exploitation minière semi-mécanisée, confère à son titulaire, dans les limites de son périmètre, en surface et en profondeur le droit exclusif de prospecter, de rechercher, d'exploiter, de traiter et de commercialiser les substances pour lesquelles elle est délivrée.

Le titulaire de l'autorisation d'exploitation minière semi-mécanisée a le droit de demander une extension de son titre à d'autres substances.

Sous réserve du respect des dispositions relatives aux substances minérales stratégiques telles que spécifiées aux articles 117, 118, 119 et 120 de la présente loi, le titulaire de l'autorisation d'exploitation minière semi-mécanisée a droit à la libre disposition de la substance minière pour laquelle l'autorisation est délivrée.

L'exploitation minière semi-mécanisée est interdite dans les zones classées ainsi que dans les zones faisant l'objet d'un droit minier. Elle s'opère dans le respect des dispositions des articles 151 et 152 de la présente loi.
L'autorisation d'exploitation minière semi-mécanisée, constitue un droit réel immobilier, indivisible, cessible, non amodiable et susceptible d'hypothèque.

Aucun autre titre minier ne peut être attribué sur le périmètre couvert par une autorisation d'exploitation minière semi-mécanisée valide. Les dispositions de l'article 42 de la présente loi sont applicables à l'autorisation d'exploitation minière semi-mécanisée quand il s'agit d'empiètement de titres de recherche d'hydrocarbures liquides ou gazeux ou des eaux.

Le titulaire d'une autorisation d'exploitation minière semi-mécanisée, peut à tout moment réaliser l'étude de faisabilité d'un gisement découvert dans son périmètre et, le cas échéant, demander la transformation de son autorisation d'exploitation minière semi-mécanisée en permis pour petite ou pour grande exploitation minière dans les conditions prévues par la présente loi.
Toutefois, l'Administration des mines fait un inventaire physique annuel des exploitations minières semi-mécanisées sur le territoire national à l'issue duquel elle invite les titulaires des autorisations d'exploitation semi-mécanisée ayant atteint une certaine ampleur de transformer leurs autorisations en permis d'exploitation.
Néanmoins, les titulaires d'exploitation semi-mécanisée n'ayant pas répondu favorablement à cette invitation de l'Administration seront désormais assujettis à la fiscalité de la petite exploitation minière.
L'ampleur de l'exploitation sera définie par voie règlementaire.

Article 61 (nouveau) : Attribution

L'autorisation d'exploitation minière semi-mécanisée est attribuée par arrêté du Ministre chargé des Mines, sur proposition du responsable du Cadastre Minier, aux personnes morales de droit nigérien dont le capital est détenu **majoritairement par des personnes de nationalité nigérienne et gérées par des nigériens.**

La forme de la demande, les modalités d'attribution de l'autorisation d'exploitation minière semi-mécanisée ainsi que les critères d'appréciation des capacités techniques et financières sont fixés par voie règlementaire.

Article 72 (nouveau) : Carte individuelle d'accès

A l'exception du titulaire de l'autorisation d'exploitation minière artisanale, **du gérant** de l'autorisation d'exploitation minière semi-mécanisée ou de l'autorisation d'exploitation des haldes, des terrils et des résidus d'exploitation de mines, **des agents de l'Etat, des collectivités territoriales et des agents des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) impliqués dans l'administration du site, une carte individuelle d'accès est délivrée à toute personne physique qui désire accéder aux sites d'Exploitations Minières Artisanales et à Petite Echelle (EMAPE).**

OK/DCCCM

La carte individuelle d'accès est délivrée par le Directeur Régional ou Départemental chargé des Mines concerné.

La durée de validité de la carte individuelle d'accès est de trois (3) mois. Elle est renouvelable pour la même durée.

Article 74 (nouveau) : Motifs de Retrait des titres miniers après mise en demeure

Sauf cas de dispense octroyée conformément à l'article 55 de la présente loi, tout titre minier régulièrement attribué peut faire l'objet de retrait, sans indemnisation ni dédommagement, par l'autorité qui l'a octroyé, d'une manière générale, en cas de manquement aux dispositions de la présente loi relatives aux droits conférés par chacun des titres miniers et aux obligations du titulaire fixées dans la convention ou dans le cahier des charges et notamment,:

- **lorsque le titulaire d'une autorisation de prospection se livre à des activités d'exploitation à l'intérieur du périmètre de son autorisation ;**
- lorsque l'activité est restreinte gravement, sans motif légitime et de façon préjudiciable à l'intérêt public ;
- lorsque l'activité de prospection est retardée ou suspendue sans motif valable pendant plus de trois (3) mois pour l'autorisation de prospection ;
- lorsque l'activité de recherche ou d'exploitation est retardée ou suspendue sans motif valable pendant plus de six (6) mois pour le permis de recherche et l'autorisation d'exploitation minière semi-mécanisée ;
- lorsque l'activité d'exploitation est retardée ou suspendue sans motif valable pendant plus d'un (1) an ou deux (2) ans selon qu'il s'agisse d'un permis pour petite exploitation minière ou d'un permis pour grande exploitation minière ;
- lorsque le titulaire d'un permis de recherche n'a pas exécuté ses engagements relatifs au programme de travaux de recherches géologiques et minières ou n'a pas respecté les dispositions du cahier des charges ;
- lorsque le titulaire d'un permis de recherche se livre à des activités d'exploitation à l'intérieur du périmètre de son permis ;
- lorsque l'étude de faisabilité démontre l'existence d'un gisement commercialement exploitable à l'intérieur du périmètre du permis de recherche sans être suivie d'une demande de permis d'exploitation ;
- lorsque le titulaire du permis d'exploitation ou de l'autorisation d'exploitation minière semi-mécanisée n'a pas exécuté ses engagements en matière de travaux d'exploitation conformément à l'étude de faisabilité et au plan de développement et d'exploitation du gisement ou des dispositions relatives à la réhabilitation du site exploité ou de développement communautaire ;
- lorsque le Titre minier ou les droits y afférents ont fait l'objet de cession ou d'amodiation ou de toute autre transaction non autorisée ;

- lorsque le titulaire d'une autorisation d'exploitation minière artisanale utilise des substances explosives ou des produits chimiques dangereux, notamment le cyanure et le mercure ;
- **lorsque le Titulaire refuse de fournir toutes données, tous rapports, toutes informations et tous documents en lien avec ses activités, sollicités par l'Administration des Mines.**
- en cas de non-paiement par le titulaire des taxes et redevances exigibles ;
- pour défaut de tenue ou tenue irrégulière persistante par le titulaire du titre d'exploitation, de ses registres d'exploitation, de vente et d'expédition conformément aux normes établies par la présente loi et les textes pris pour son application ;
- pour défaut de tenue d'une comptabilité régulière et probante ;
- en cas de manquement aux obligations relatives à la protection de l'environnement ;
- en cas d'infraction grave aux règles relatives à l'hygiène, à la sécurité et la santé au travail ;
- pour défaut de communication des résultats d'investigation ou fourniture intentionnelle de fausses informations en rapport avec le titre ;
- en cas de non-respect, des obligations et conditions de l'autorisation **ou du permis** ;
- en cas d'utilisation d'équipements et méthodes non autorisés ;
- lorsque le titulaire du titre minier emploie des enfants mineurs sur son site.

En cas de constat de l'un des manquements ci-dessus énumérés, le titulaire du titre minier est mis en demeure par l'Administration des Mines pour y remédier dans un délai déterminé. Si à l'expiration du délai fixé pour l'exécution des prescriptions nécessaires, le titulaire n'a pas obtempéré à la première mise en demeure, il est procédé au retrait du titre minier après une nouvelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai ne pouvant excéder:

- un (1) mois pour l'autorisation de prospection ;
- deux (2) mois pour le permis de recherche, l'autorisation d'exploitation minière artisanale, l'autorisation d'exploitation minière semi-mécanisée et l'autorisation d'exploitation des haldes, des terrils et des résidus des mines ;
- trois (3) mois pour le permis d'exploitation.

En cas de retrait, le titulaire du titre minier demeure redevable jusqu'à la date de notification de l'acte lui signifiant le retrait, du paiement des droits et taxes dus et des obligations qui lui incombent en matière de réhabilitation du site exploité et de la santé des travailleurs ainsi que des autres obligations spécifiques fixées dans le cahier des charges ou dans la convention.

En cas de retrait d'un permis d'exploitation ou d'une autorisation d'exploitation minière semi-mécanisée, le titulaire déchu dispose, d'un délai de six (6) mois à

compter de la date de notification de l'acte administratif de retrait, du droit d'enlèvement des équipements mobiles et des stocks de produits miniers extraits ou marchands disponibles sur le périmètre du permis **ou de l'autorisation**. Passé ce délai et sauf autorisation accordée par l'Administration des Mines, l'intéressé ne peut prétendre à aucun droit sur ces équipements et stocks qui deviennent propriété de l'Etat sans préjudice des responsabilités que le détenteur déchu du titre peut avoir en ce qui concerne l'activité minière et la réhabilitation du site.

En cas de retrait d'un permis d'exploitation ou d'une autorisation d'exploitation minière, la mine et ses dépendances libres de toutes charges sont transférées de plein droit à l'Etat.

Article 75 (nouveau) : Motifs de retrait immédiat des Titres miniers

Les motifs suivants entrainent le retrait immédiat des Titres miniers sans passer par la procédure de mise en demeure :

- **expiration d'un titre minier sans dépôt de demande de renouvellement ;**
- **rejet de la demande de renouvellement ou de prolongation du Titre minier ;**
- **l'expiration de la durée de prolongation d'un permis de recherche pour finalisation d'une étude de faisabilité sans dépôt d'une demande de permis d'exploitation ou d'une demande de prolongation pour motif économique ;**
- **l'expiration de la durée de prolongation d'un permis de recherche pour motif économique sans dépôt d'une demande de permis d'exploitation ;**
- **condamnation du titulaire d'un titre minier pour corruption ou tentative de corruption lors de l'attribution dudit titre.**

-

En cas de retrait, le titulaire du titre minier demeure redevable jusqu'à la date de notificationde l'acte lui signifiant le retrait, du paiement des droits et taxes dus et des obligations qui lui incombent en matière de réhabilitation du site exploité et de la santé des travailleurs ainsi que des autres obligations spécifiques fixées dans le cahier des charges ou dans la convention.

En cas de retrait d'un permis d'exploitation ou d'une autorisation d'exploitation minière semi-mécanisée, le titulaire déchu dispose, d'un délai de six (6) mois à compter de la date de notification de l'acte administratif de retrait, du droit d'enlèvement des équipements mobiles et des stocks de produits miniers extraits ou marchands disponibles sur le périmètre du permis ou de l'autorisation. Passé ce délai et sauf autorisation accordée par l'Administration des Mines, l'intéressé ne peut prétendre à aucun droit sur ces équipements et stocks qui deviennent propriété de l'Etat sans préjudice des responsabilités que le détenteur déchu du titre peut avoir en ce qui concerne l'activité minière et la réhabilitation du site.

-

En cas de retrait d'un permis d'exploitation ou d'une autorisation d'exploitation minière, la mine et ses dépendances libres de toutes charges sont transférées de plein droit à l'Etat.

OK/DCC19

Article 76 (nouveau): Libération de droits

En cas de renonciation totale au périmètre d'un titre minier, de son expiration ou de son retrait, les terrains couverts par le titre minier ayant pris fin sont libérés, de tous droits et font retour au domaine public, à compter de la date de signature de l'acte administratif y afférent. Dans ce cas, le titre minier ayant pris fin, obéit aux dispositions de l'article 12 (nouveau) de la présente ordonnance.

En cas de retour au domaine public d'un périmètre ayant fait l'objet d'un permis de recherche, les dépenses de recherche engagées et les résultats obtenus par son titulaire deviennent la propriété de l'Etat. L'Etat demandera une redevance initiale forfaitaire au nouvel acquéreur. Le montant et les modalités de paiement de cette redevance seront définies dans le cahier des charges.

En cas de retour au domaine public du périmètre d'un permis d'exploitation, les gisements contenus dans le périmètre deviennent la propriété de l'Etat qui évaluera la valeur de ces gisements. En cas de réattribution dudit périmètre, l'Etat demandera une redevance initiale forfaitaire au nouvel acquéreur. Le montant et les modalités de paiement de cette redevance sont définis dans la convention minière.

Les modalités de retour à l'Etat des dépendances d'une mine sont fixées dans le plan de fermeture et de réhabilitation du site.

Article 3 : Il est inséré après l'article 76, un article 76 bis libellé ainsi qu'il suit :

Article 76 (bis) : Taxe sur les transactions d'actifs miniers

Toute plus-value résultant d'une cession de permis minier sera imposée selon le régime de droit commun de l'impôt sur les plus-values.
Sous réserve de l'application des dispositions de l'alinéa précédent, en cas de transaction portant sur les résultats des recherches, sur un Gisement découvert avant la mise en exploitation ou sur les actions d'une société d'exploitation, il sera versé à l'État vingt pour cent (20%) du produit de la transaction.
Nonobstant toute disposition fiscale applicable, en cas de transaction sur une société qui détient des droits miniers au Niger, les vingt pour cent (20%) porteront sur l'apport financier desdits droits dans cette transaction.

Article 77 (nouveau) : Agrément à la commercialisation des substances minières

Les personnes physiques nigériennes ou les personnes morales de droit nigérien dont le capital est détenu majoritairement par des personnes de nationalité nigérienne et gérées par des nigériens, peuvent être agréées par arrêté du Ministre chargé des Mines pour acheter, vendre ou exporter des substances minières produites sur les sites des titres miniers d'exploitation.

L'agrément est valable pour deux (2) ans et est renouvelable autant de fois pour la même durée.

Toute personne physique ou morale agréée à acheter, vendre ou exporter des substances minières peut désigner un ou plusieurs intermédiaires sur un site déterminé d'exploitation minière artisanale et à petite échelle pour acheter en son nom la substance minière objet de son agrément.

Ces intermédiaires sont assujettis à la détention d'une carte annuelle d'intermédiaire.

Les modalités d'application des dispositions du présent article sont précisées par voie réglementaire.

Article 98 (nouveau) : Retrait après mise en demeure

Tout titre de carrière peut faire l'objet de retrait, sans indemnisation ni dédommagement, par l'autorité qui l'a octroyé et ce, dans les mêmes formes que celles de son octroi pour l'un des motifs ci-après :

- en cas de manquement aux dispositions de la présente loi relatives aux droits conférés à chacun des titres de carrières et aux obligations des titulaires fixées dans le cahier des charges pour l'autorisation d'ouverture et d'exploitation industrielle de carrière et l'autorisation d'ouverture et d'exploitation semi-mécanisée de carrière ;
- lorsque l'activité de recherche est retardée ou suspendue sans motif valable pendant plus de trois (3) mois pour l'autorisation de recherche de substances de carrières ;
- lorsque l'activité d'exploitation est retardée ou suspendue sans motif valable pendant plus d'un (1) an pour l'autorisation d'ouverture et d'exploitation de carrière sans autorisation et plus de deux (2) ans avec autorisation ou si l'activité est restreinte gravement, sans motif valable et de façon préjudiciable à l'intérêt public ;
- lorsque le titulaire d'une autorisation de recherche se livre à des activités d'exploitation à l'intérieur du périmètre de son autorisation ;
- lorsque le titulaire de l'autorisation d'ouverture et d'exploitation de carrière n'a pas exécuté ses engagements en matière de travaux d'exploitation conformément au plan de développement et d'exploitation de la carrière ou aux dispositions relatives à la réhabilitation du site exploité ou au développement communautaire ;
- en cas de cession, d'amodiation ou de toutes autres transactions non autorisées du titre de carrière ou des droits y afférents ;
- lorsque le titulaire d'une autorisation d'exploitation artisanale de carrière utilise des substances explosives ;

- **en cas de fourniture d'informations en rapport avec ledit titre, tout en sachant qu'elles sont matériellement fausses ;**
- **en cas de non-paiement par le titulaire du titre, des taxes et redevances exigibles ;**
- **en cas de défaut de tenue ou de tenue irrégulière persistante par le titulaire du titre d'exploitation de carrières, de ses registres d'exploitation de carrières, de vente et d'expédition conformément aux normes établies par la présente loi et les textes pris pour son application;**
- **en cas de manquement aux obligations relatives à la protection de l'environnement ;**
- **en cas d'infraction grave aux règles relatives à l'hygiène, à la sécurité et la santé au travail ;**
- **en cas de défaut de communication des résultats d'investigation ou de fourniture intentionnelle de fausses informations en rapport avec le titre ;**
- **en cas d'utilisation d'équipements et de méthodes non autorisés ;**
- **en cas de non-respect, des obligations et des conditions de l'autorisation.**

En cas de constat de l'un des manquements ci-dessus énumérés , le titulaire du titre de carrière est mis en demeure par l'Administration des Mines pour y remédier dans un délai déterminé. Si à l'expiration du délai fixé pour l'exécution des prescriptions nécessaires, le titulaire n'a pas obtempéré à la première mise en demeure, il est procédé au retrait du titre de carrière après une nouvelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai ne pouvant excéder :

- un (1) mois pour l'autorisation de recherche de substances de carrières ;
- deux (2) mois pour l'autorisation d'exploitation de carrière artisanale ;
- trois (3) mois pour l'autorisation d'ouverture et d'exploitation industrielle de carrière et l'autorisation d'ouverture et d'exploitation semi-mécanisée de carrière.

En cas de retrait, le titulaire du titre de carrière demeure redevable jusqu'à la date de notification de l'acte lui signifiant le retrait, du paiement des droits et taxes dus et des obligations qui lui incombent en matière de réhabilitation du site exploité et de la santé des travailleurs ainsi qu'aux autres obligations spécifiques fixées dans le cahier des charges pour l'autorisation d'ouverture et d'exploitation industrielle de carrière et l'autorisation d'ouverture et d'exploitation semi-mécanisée de carrière.

En cas de retrait d'une autorisation d'ouverture et d'exploitation industrielle de carrière ou d'une autorisation d'ouverture et d'exploitation semi-mécanisée de carrière, le titulaire déchu dispose, pendant un délai de six (6) mois à compter de la date de notification de l'acte administratif de retrait, du droit d'enlèvement des équipements mobiles et stocks des produits de carrières extraits ou marchands disponibles sur le périmètre de l'autorisation. Passé ce délai et sauf autorisation accordée par l'Administration des Mines, l'intéressé ne peut prétendre à aucun droit

sur ces installations et stocks qui deviennent propriété de l'Etat sans préjudice des responsabilités que le détenteur déchu du titre peut avoir en ce qui concerne l'activité de carrière et la réhabilitation du site.

Article 4 : Il est inséré après l'article 98, un article 98 bis libellé ainsi qu'il suit :

Article 98 (bis) : Motifs de retrait immédiat des Titres de Carrières

Les motifs suivants entrainent le retrait immédiat des Titres de Carrières sans passer par la procédure de mise en demeure :

- **le rejet de la demande de renouvellement du Titre de Carrières;**
- **l'expiration de la validité du Titre de Carrières sans dépôt de demande de renouvellement ;**
- **lorsque le titulaire du titre de carrière est condamné pour corruption ou tentative de corruption lors de l'attribution dudit titre.**

En cas de retrait, le titulaire du titre de carrière demeure redevable jusqu'à la date de notification de l'acte lui signifiant le retrait, du paiement des droits et taxes dus et des obligations qui lui incombent en matière de réhabilitation du site exploité et de la santé des travailleurs ainsi qu'aux autres obligations spécifiques fixées dans le cahier des charges pour l'autorisation d'ouverture et d'exploitation industrielle de carrière et l'autorisation d'ouverture et d'exploitation semi-mécanisée de carrière.

En cas de retrait d'une autorisation d'ouverture et d'exploitation industrielle de carrière ou d'une autorisation d'ouverture et d'exploitation semi-mécanisée de carrière, le titulaire déchu dispose, pendant un délai de six (6) mois à compter de la date de notification de l'acte administratifde retrait, du droit d'enlèvement des équipements mobiles et stocks des produits de carrières extraits ou marchands disponibles sur le périmètre de l'autorisation. Passé ce délai et sauf autorisation accordée par l'Administration des Mines, l'intéressé ne peut prétendre à aucun droit sur ces installations et stocks qui deviennent propriété de l'Etat sans préjudice des responsabilités que le détenteur déchu du titre peut avoir en ce qui concerne l'activité de carrière et la réhabilitation du site.

En cas de retrait d'un permis d'exploitation ou d'une autorisation d'exploitation minière, la mine et ses dépendances libres de toutes charges sont transférées de plein droit à l'Etat.

Article 99 (nouveau) : Libération de droits

En cas de renonciation au périmètre d'un titre de carrière, de son expiration ou de son retrait, les terrains couverts par le titre de carrière ayant pris fin sont libérés, de tous droits et font retour au domaine public, à compter de la date de signature de l'acte

administratif y afférent. Le titre de carrière ayant pris fin obéit aux dispositions de l'article 12 **(nouveau)** de la loi minière

En cas de retour au domaine public du périmètre d'une autorisation d'ouverture et d'exploitation industrielle de carrière, les gisements contenus dans le périmètre deviennent la propriété de l'Etat qui évaluera la valeur de ces gisements. En cas de réattribution dudit périmètre, l'Etat demandera une redevance initiale forfaitaire au nouvel acquéreur. Le montant et les modalités de paiement de cette redevance sont définis dans le cahier des charges.

Les modalités de retour à l'Etat des dépendances d'une carrière sont fixées dans le plan de fermeture et de réhabilitation du site.

Article 100 (nouveau) : Agrément à la commercialisation des substances de carrières

Les personnes physiques nigériennes ou les personnes morales de droit nigérien dont le capital est détenu **majoritairement** par des personnes **de nationalité nigérienne et gérées par des nigériens,** peuvent être agréées par arrêté du Ministre chargé des Mines pour acheter, vendre ou exporter des substances de carrières produites sur les sites d'extraction de carrière.

L'agrément est valable pour une durée de deux (2) ans renouvelable autant de fois pour la même durée.

Toute personne physique ou morale agréée pour acheter, vendre ou exporter des substances de carrières peut désigner un ou plusieurs intermédiaires sur un site déterminé d'extraction de carrière pour acheter en son nom la substance de carrière objet de son agrément.

Ces intermédiaires sont assujettis à la détention d'une carte annuelle d'intermédiaire.

Les modalités d'application des dispositions du présent article sont précisées par voie réglementaire.

Article 102 (nouveau) : Attribution

L'autorisation d'exploitation des haldes, des terrils et des résidus d'exploitation de mines est accordée par arrêté du Ministre chargé des Mines, sur proposition du responsable duCadastre Minier, aux personnes morales de droit nigérien dont le capital est détenu **exclusivement par des personnes de nationalité nigérienne et gérées par des nigériens.**

La forme de la demande, les modalités d'attribution de l'autorisation d'exploitation des haldes, des terrils et des résidus d'exploitation de mines et les critères d'appréciation des capacités techniques et financières sont déterminés par voie réglementaire.

Article 110 (nouveau) : Attribution

L'autorisation d'exploitation des haldes, des terrils et des résidus d'exploitation de carrière est accordée par arrêté du Ministre chargé des Mines, sur proposition du responsable du Cadastre Minier aux personnes morales de droit nigérien dont le capital est détenu **exclusivement par des personnes de nationalité nigérienne et gérées par des nigériens**.

La forme de la demande, les modalités d'attribution de l'autorisation d'exploitation des haldes, des terrils et des résidus d'exploitation de carrière et les critères d'appréciation des capacités techniques et financières sont déterminés par voie réglementaire.

Article 132 (nouveau) : Programme de formation du personnel

Les titulaires de droits miniers et leurs sous-traitants, sont tenus d'élaborer et de soumettre à l'approbation du Ministère en charge des Mines un programme de formation et de perfectionnement qui favorise le transfert de technologie et de compétence au bénéfice du personnel nigérien. Ils doivent investir dans les programmes de formation au moins cinq pour cent (5 %) de l'équivalent de leurs dépenses salariales. Ce programme de formation doit comporter un plan de carrière pour tous les employés.

Les titulaires des droits miniers sont tenus de contribuer au renforcement des capacités et au perfectionnement du personnel de l'Administration des Mines et à la promotion minière. Le montant de cette contribution sera convenu dans le cahier des charges ou dans la convention, selon le cas.

Article 134 (nouveau) : Transformation à l'extérieur du territoire national

Par dérogation aux dispositions de l'article 133 de la présente loi, le titulaire d'un permis pour grande exploitation minière, d'un permis pour petite exploitation minière ou d'une autorisation d'exploitation minière semi-mécanisée, peut être autorisé, pour une durée de cinq (5) ans, à faire traiter son produit à l'extérieur du territoire national par arrêté conjoint du Ministre chargé des Mines, du Ministre chargé des Finances et du Ministre chargé du Commerce.

L'autorisation susvisée n'est accordée que si le titulaire démontre à la fois l'inexistence d'une possibilité de transformation des produits miniers concernés à l'échelle nationale à un coût économiquement rentable pour le projet et l'existence d'un contrat de transformation conclu avec une firme à l'extérieur du territoire national. Dans ce cas, les quantités du métal contenu ou produit à l'issue de la transformation à l'étranger sont comptabilisées comme s'il s'agit d'une exportation à partir de la République du Niger.

Les conditions et les modalités d'octroi de l'autorisation de transformation à l'extérieur du territoire national sont fixées par voie réglementaire.

Article 143 (nouveau) : Engagement de bonne conduite

Toute personne physique ou morale titulaire d'un droit minier ou présentant une demande pour l'octroi d'un tel droit, négociant des droits miniers avec le Ministère en charge des Mines ou tout autre organe de l'Etat, ou participant à une réattribution pour l'obtention d'un droit minier, doit signer au préalable un engagement de bonne conduite précisant au minimum :

- le respect des lois et règlements ;
- la coopération avec l'Etat dans le cadre de toute enquête sur des violations présumées des dispositions de la présente loi relatives à l'interdiction des pratiques corruptives ;
- le respect des principes de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives et des obligations de transparence de ladite initiative.

<u>Article 158</u> (nouveau) : Plan de fermeture et de réhabilitation

Tout titulaire d'un titre d'exploitation est tenu de soumettre, avant le début de ses travaux, un plan de réhabilitation et de fermeture du site, à l'approbation conjointe du Ministre chargé des Mines et du Ministre chargé de l'Environnement.

Lorsque des changements dans les activités du titulaire justifient une modification du plan de réhabilitation du site et de fermeture préalablement approuvé par les Administrations des Mines et de l'Environnement, le titulaire est tenu de soumettre le plan révisé prenant en compte lesdits changements, pour approbation.

Le plan de fermeture et de réhabilitation est établi en fonction du type d'activité minière envisagée. Il est révisé tous les cinq (5) ans.

Le plan de fermeture et de réhabilitation est mis à jour au fur et à mesure de sa mise en œuvre en collaboration avec les services compétents.

Le contenu minimal du plan de fermeture et de réhabilitation est précisé par voie réglementaire.

Les travaux de fermeture et de réhabilitation doivent être réalisés conformément au plan approuvé par les Administrations des Mines et de l'Environnement.

L'obligation d'exécuter les travaux prévus audit plan subsiste tant et aussi longtemps que ces travaux n'ont pas été effectués ou que le Ministre chargé des Mines et le Ministre chargé de l'Environnement n'ont pas délivré le certificat de libération prévu à l'article 162 de la présente loi.

Lorsque le titulaire du droit minier refuse ou omet de se soumettre à une obligation de réhabilitation et de fermeture, le Ministre chargé des Mines peut, sans préjudice de toute autre mesure de nature civile, administrative ou pénale, mettre en œuvre la garantie prévue à l'article 161 de la présente loi pour faire exécuter les travaux concernés qu'il juge nécessaires dans les circonstances.

OK/DCCM

En cas de défaillance constatée lors de l'exécution des travaux de réhabilitation ou pendant la période de surveillance post-fermeture par le titulaire, les durées initiales prévues dans le plan de fermeture et de réhabilitation peuvent être prolongées. La défaillance inclut les entraves à l'Administration de réaliser le suivi et le contrôle de la fermeture.

La réhabilitation des sites d'exploitation minière artisanale et de carrières artisanales est à la charge de l'Etat et des collectivités territoriales concernées. Toutefois, la participation des exploitants est requiseau regard du principe « pollueur payeur ». Les modalités de ladite participation sont déterminées par voie réglementaire.

<u>Article 174</u> (nouveau) : Utilisation du bois et de l'eau

La coupe du bois pour l'utilisation dans le cadre de ses activités de prospection, de recherche et d'exploitation est interdite au Titulaire. Toutefois, la coupe de bois rendue incontournable à l'intérieur ou à l'extérieur de son périmètre doit être autorisée par arrêté conjoint du Ministre chargé des Mines et du Ministre chargé de l'Environnement.

Cette autorisation est sujette à l'obligation de reconstitution des pieds d'arbres coupés et/ou de paiement des préjudices causés. Les modalités de la reconstitution et/ou du paiement à effectuer sont déterminées au cas par cas et fixées par l'arrêté portant l'autorisation.

En application du principe « préleveur-payeur » prévu par le Code de l'Eau, tout titulaire d'un droit minier effectuant un prélèvement d'eau à partir des nappes fossiles pour quelque motif que ce soit, est assujetti au versement d'une contribution financière de cinq cents (500) francs CFA par mètre cube d'eau prélevé.

La liquidation et le recouvrement de la contribution financière sur le prélèvement d'eau sont effectués par le Ministère en charge des Mines pour le compte du Ministère en charge des Finances.

Toute méthode d'exploitation minière conduisant à la contamination généralisée d'une nappe d'eau est interdite. En application du principe « pollueur-payeur » prévu par le Code de l'Eau, tout titulaire d'un droit minier dont les activités ont conduit à la dégradation de la qualité des ressources en eau utilisées par des tiers ou non est tenu de réparer les préjudices causés et d'indemniser les personnes victimes ou l'Etat.

L'application des dispositions du présent article ne fait pas obstacle aux mesures d'atténuation prescrites suite à toute évaluation environnementale réalisée sur les activités du Titulaire.

ok/dccc 19

En dehors **des activités de prospection,** de recherche et d'exploitation proprement dites, font partie des activités **des titulaires,** les industries et travaux visés ci-dessous :

- la construction des ouvrages de secours y compris les puits et galeries destinés à faciliter l'aérage et l'écoulement des eaux ;
- l'établissement et l'exploitation de centrales, de postes et de lignes électriques ;
- la préparation, le lavage, la concentration et le traitement mécanique, chimique et métallurgique des substances minérales extraites ;
- l'agglomération, la distillation et la gazéification des combustibles ;
- **le traitement, le stockage et la mise en dépôt des résidus, des déchets et des effluents ;**
- les constructions destinées au logement, à l'hygiène et aux soins du personnel ;
- les aménagements pour la réalisation des cultures vivrières destinées à la consommation du personnel ;
- l'établissement de toutes voies de communication comportant des routes, des rigoles, des canaux, des canalisations, des pipe-lines, des convoyeurs, des transporteurs aériens, des ports fluviaux et des terrains d'atterrissage ;
- **le transport de produits miniers marchands ;**
- l'établissement des bornes de délimitations et des repères.

Article 185 (nouveau) : Frais d'instruction et droits fixes

Toute demande d'exercice d'une activité minière est assujettie au paiement de frais d'instruction du dossier. **Ces frais restent acquis à l'Etat quelle que soit la suite réservée à la demande. Toute demande doit, sous peine d'irrecevabilité, être accompagnée de la quittance de versement des frais d'instruction du dossier.**

Pour les demandes des titres d'exploitation, le requérant doit joindre, en plus de la quittance, une Attestation de Régularité Fiscale.
La délivrance de tout acte administratif autorisant l'exercice d'une activité minière est subordonnée au paiement de droits fixes.

Les montants des frais d'instruction et des droits fixes sont fixés à l'article 188 (nouveau) de la présente loi.

La liquidation et le recouvrement des frais d'instruction et des droits fixes sont effectués par le Ministère en charge des Mines pour le compte du Ministère en charge des Finances.

Article 188 (nouveau) : Taux de la redevance minière, des frais d'instruction, des droits fixes et de la redevance superficiaire.

a) Redevance minière

Les redevances minières sur les exploitations de mines sont calculées en pourcentage de la valeur du chiffre d'affaires telles que définies et fixées ainsi qu'il suit :

ok/Doc M

- **7,5 % pour les diamants ;**
- 7 % pour l'uranium ;
- 6 % pour les pierres précieuses ;
- 5,5 % à 7 % pour l'or en fonction du cours de l'once d'or établi par le London Métal Exchange (LME) à raison de :
    - 5,5 % si le prix de l'once d'or est inférieur ou égal à 1300 $ US ;
    - 6 % si le prix de l'once d'or est supérieur à 1300 $ US et inférieur à 2000 $ US ;
    - 7 % si le prix de l'once d'or est supérieur ou égal à 2000 $ US ;
- 4,5 % pour les métaux de base et les autres substances minières.

La redevance minière est une charge déductible pour le calcul du bénéfice imposable.

La liquidation de la redevance minière est effectuée par le Ministère en charge des Mines et son recouvrement est assuré par le Ministère en charge des Finances.

Les taux ci-dessus sont applicables aux produits issus des essais métallurgiques et des traitements dans les usines pilotes.

Les échantillons de substances minérales destinés aux analyses ou autres examens ne font pas l'objet de paiement de la redevance minière. **Toutefois, ils doivent être caractérisés par un organisme désigné par l'Etat avant leur expédition hors du territoire national.**

b) Frais d'instruction et droits fixes

b1) Les montants des frais d'instruction et des droits fixes, exprimés en francs CFA, **applicables jusqu'au 31 décembre 2025** sont présentés dans le tableau ci-dessous :

SITUATION ADMINISTRATIVE DU DROIT MINIER	FRAIS D'INSTRUCTION	DROITS FIXES
AUTORISATION DE PROSPECTION		
Attribution et renouvellement/**prorogation**	500 000	1 000 000

ok/bccm

SITUATION ADMINISTRATIVE DU DROIT MINIER	FRAIS D'INSTRUCTION	DROITS FIXES
Renonciation	100 000	-
PERMIS DE RECHERCHE		
Attribution	500 000	2 500 000
1er renouvellement	1 000 000	3 000 000
2ème renouvellement	1 500 000	4 000 000
Cession/**Transfert**	2 000 000	5 000 000
Extension	500 000	2 000 000
Prorogation	500 000	1 000 000
Prolongation	**5 000 000**	**20 000 000**
Renonciation partielle	**500 000**	**1 000 000**
Renonciation **Totale**	200 000	-
PERMIS POUR PETITE EXPLOITATION MINIERE		
Attribution	1 000 000	5 000 000
1er renouvellement	1 500 000	7 500 000
Autres renouvellements	2 000 000	10 000 000
Cession/**Transfert**	5 000 000	15 000 000
Amodiation ou Extension	3 000 000	7 000 000
Transformation	5 000 000	25 000 000
Prorogation	**1 500 000**	**7 500 000**
Renonciation Partielle	**500 000**	**1 500 000**
Fermeture /Renonciation **Totale**	500 000	-
Convention Initiale	500 000	1 500 000
Renouvellements Convention	1 000 000	2 000 000
PERMIS POUR GRANDE EXPLOITATION MINIERE		
Attribution	5 000 000	25 000 000
1er renouvellement	5 000 000	40 000 000
Autres renouvellements	5 000 000	45 000 000
Cession/**Transfert**	25 000 000	50 000 000
Amodiation ou Extension	5 000 000	10 000 000

SITUATION ADMINISTRATIVE DU DROIT MINIER	FRAIS D'INSTRUCTION	DROITS FIXES
Prorogation	**5 000 000**	**40 000 000**
Renonciation Partielle	**3 000 000**	**5 000 000**
Fermeture/Renonciation **Totale**	1 000 000	-
Convention Initiale	**2 000 000**	**5 000 000**
Renouvellements Convention	**5 000 000**	**8 000 000**
CONCESSION		
Cession/**Transfert** ou Division	25 000 000	75 000 000
Amodiation	5 000 000	25 000 000
Transformation en permis pour grande exploitation	**5 000 000**	**25 000 000**
Renouvellements Amodiation	**7 500 000**	**15 000 000**
Renonciation Totale Concession	**25 000 000**	-
Renonciation Amodiation	**5 000 000**	-
Convention Minière Initiale pour Amodiation	**5 000 000**	**10 000 000**
Renouvellements Convention Minière pour Amodiation	**10 000 000**	**20 000 000**
AUTORISATION D'EXPLOITATION MINIERE SEMI- MECANISEE		
Attribution	500 000	2 000 000
1er renouvellement	1 000 000	4 000 000
Autres renouvellements	1 500 000	4 500 000
Cession/**Transfert**	2 000 000	5 000 000
Transformation	1 000 000	5 000 000
Prorogation	**500 000**	**2 000 000**
Renonciation Partielle	**500 000**	**2 500 000**
Fermeture/ Renonciation **Totale**	200 000	-
AUTORISATION D'EXPLOITATION MINIERE ARTISANALE		
Attribution/**prorogation**	50 000	150 000
Autres renouvellements	75 000	250 000
Transformation	500 000	2 000 000

SITUATION ADMINISTRATIVE DU DROIT MINIER	FRAIS D'INSTRUCTION	DROITS FIXES
Transmission (mutation)	50 000	100 000
Fermeture/ Renonciation **Totale**	20 000	-
AUTORISATION D'EXPLOITATION DES HALDES, TERRILS ET RESIDUS D'EXPLOITATION DE MINES OU DE CARRIERES		
Attribution/**prorogation**	500 000	2 000 000
1er renouvellement	700 000	3 000 000
Autres renouvellements	1 000 000	4 000 000
Fermeture/ Renonciation **Totale**	100 000	-
CARTE INDIVIDUELLE D'ACCES TRIMESTRIELLE		
Nationaux	2 000	
Citoyens AES	**5 000**	
Autres Africains	**20 000**	
Autres	**100 000**	
AUTORISATION DE RECHERCHE DE SUBSTANCES DE CARRIERES		
Attribution et renouvellement/**prorogation**	100 000	400 000
AUTORISATION D'OUVERTURE ET D'EXPLOITATION INDUSTRIELLE DE CARRIERE		
Attribution	1 000 000	3 000 000
1er renouvellement	1 500 000	3 500 000
Autres renouvellements	2 000 000	4 000 000
Cession/**Transfert**	3 000 000	7 000 000
Prorogation	**1 000 000**	**3 000 000**
Renonciation Partielle	**1 500 000**	**3 000 000**
Fermeture/ Renonciation **Totale**	500 000	-
AUTORISATION D'OUVERTURE ET D'EXPLOITATION SEMI MECANISEE DE CARRIERE		
Attribution	500 000	2 000 000
1er renouvellement	1 000 000	3 000 000

SITUATION ADMINISTRATIVE DU DROIT MINIER		FRAIS D'INSTRUCTION	DROITS FIXES
Autres renouvellements		1 500 000	3 500 000
Cession/**Transfert**		**2 000 000**	**5 000 00**
Prorogation		**500 000**	**2 000 000**
Renonciation Partielle		**500 000**	**2 000 000**
Fermeture/ Renonciation **Totale**		**200 000**	-
AUTORISATION D'EXPLOITATION ARTISANALE DE CARRIERE - AUTORISATION D'OUVERTURE DE CARRIERE TEMPORAIRE POUR LES TRAVAUX D'UTILITÉ PUBLIQUE			
Attribution/**prorogation**		50 000	150 000
Renouvellement		75 000	250 000
Fermeture/ Renonciation **Totale**		50 000	-
AGREMENT A LA COMMERCIALISATION DE SUBSTANCES DE MINES OU DE CARRIERES			
Or, Argent	Attribution	500 000	3 000 000
	1er Renouvellement	1 000 000	**5 000 000**
	Autres renouvellements	1 500 000	**6 000 000**
Diamant, Emeraude, Saphir, Rubis et autres Pierres Précieuses	**Attribution**	**500 000**	**3 000 000**
	1er Renouvellement	**1 000 000**	**3 500 000**
	Autres renouvellements	**1 500 000**	**4 000 000**
Météorite (WNA), Améthyste, Aquamarine et autres Pierres semi Précieuses	**Attribution**	**250 000**	**1 000 000**
	1er Renouvellement	**500 000**	**1 500 000**
	Autres renouvellements	**750 000**	**2 000 000**
Etain, Cobalt, lithium, Tungstène, Coltan	**Attribution**	**250 000**	**750 000**
	1er Renouvellement	**500 000**	**1 000 000**
	Autres renouvellements	**750 000**	**1 500 000**
Cuivre, Plomb, Zinc, Aluminium,	Attribution	**250 000**	**500 000**
	1er Renouvellement	**500 000**	**750 000**

SITUATION ADMINISTRATIVE DU DROIT MINIER		FRAIS D'INSTRUCTION	DROITS FIXES
	Autres renouvellements	**750 000**	**1 000 000**
Manganèse, Molybdène et autres métaux de base	Attribution	100 000	300 000
	1er Renouvellement	150 000	350 000
	Autres renouvellements	200 000	400 000
Gypse, Sel, Natron et autres minéraux de carrières **Barytine, Talc et autres minéraux industriels**	Attribution	**100 000**	**200 000**
	1er Renouvellement	**150 000**	**300 000**
	Autres renouvellements	**200 000**	**350 000**
Granulat des roches massives, Calcaire, Gravier	Attribution	**500 000**	**1 000 000**
	1er Renouvellement	**600 000**	**1 500 000**
	Autres renouvellements	**700 000**	**2 000 000**
Charbon Minéral	Attribution	**50 000**	**200 000**
	1er Renouvellement	**100 000**	**250 000**
	Autres renouvellements	**200 000**	**500 000**
Renonciation		20 000	-
CARTE ANNUELLE D'INTERMEDIAIRE DE COMMERCANTS AGREES			
Attribution et Renouvellements		**50 000**	
HABILITATION TECHNIQUE DE SOUS-TRAITANT			
Attribution et renouvellements		200 000	1 000 000
Renonciation		50 000	-
- AUTORISATION DE TRANSFORMATION DE SUBSTANCES MINERALES A L'INTERIEUR			
Métaux Précieux et Pierres Précieuses			
Attribution		**5 000 000**	**15 000 000**
Renouvellements		**10 000 000**	**30 000 000**
Transfert		**25 000 000**	**50 000 000**
Renonciation Totale		**1 000 000**	-
Convention Initiale		**10 000 000**	**25 000 000**

SITUATION ADMINISTRATIVE DU DROIT MINIER	FRAIS D'INSTRUCTION	DROITS FIXES
Renouvellements Convention	**15 000 000**	**40 000 000**
Autres Substances Minérales (25% des montants sus mentionnés)		
AUTORISATION DE TRANSFORMATION DE SUBSTANCES MINERALES A L'EXTERIEUR DU TERRITOIRE NATIONAL		
Métaux Précieux et Pierres Précieuses		
Attribution	**10 000 000**	**30 000 000**
Renouvellements	**20 000 000**	**50 000 000**
Renonciation Totale	**2 000 000**	**-**
Convention Initiale	**20 000 000**	**50 000 000**
Renouvellements Convention	**30 000 000**	**80 000 000**
Autres Substances Minérales (25% des montants susmentionnés)		

b2) Pour les années ultérieures à 2025, les montants ci-dessus seront augmentés de trois pour cent (3%) d'année en année. Les montants ainsi calculés seront arrondis au millier de francs inférieur et reportés dans la loi des finances.

c) Redevance superficiaire

Les tarifs de la redevance superficiaire annuelle, exprimés en francs CFA, sont fixés ainsi qu'il suit :

SITUATION ADMINISTRATIVE DU DROIT MINIER	TAUX DE LA REDEVANCE
AUTORISATION DE PROSPECTION Francs CFA/km²/an	
1ère période de validité et périodes suivantes	1 000
PERMIS DE RECHERCHE Francs CFA/km²/an	
1ère période de validité **et prorogation**	2 500
2ème période de validité **et prorogation**	5 000

ok/dccm

SITUATION ADMINISTRATIVE DU DROIT MINIER	TAUX DE LA REDEVANCE
3ème période de validité et prorogation	10 000
Périodes de prolongation et prorogation	15 000
PERMIS POUR PETITE EXPLOITATION MINIERE et AMODIATION Francs CFA/km²/an	
1ère période de validité et prorogation	2 000 000
2ème période de validité et périodes suivantes et prorogation	3 000 000
PERMIS POUR GRANDE EXPLOITATION MINIERE et AMODIATION Francs CFA/km²/an	
1ère période de validité et prorogation	5 000 000
Renouvellement et prorogation	7 500 000
Autres renouvellements et prorogation	10 000 000
CONCESSION et AMODIATION Francs CFA/km²/an	
1ère période de validité et prorogation	25 000 000
AUTORISATION D'EXPLOITATION MINIERE SEMI- MECANISEE Francs CFA/km²/an	
1ère période de validité et prorogation	1 000 000
Renouvellements et prorogation	1 500 000
AUTORISATION D'EXPLOITATION MINIERE ARTISANALE Francs CFA/m²/an	
1ère période de validité et Prorogation	200
Renouvellements et prorogation	250
AUTORISATION DE RECHERCHE DE SUBSTANCES DE CARRIERES Francs CFA/km²/an	
1ère période de validité et périodes suivantes et prorogation	250
AUTORISATION D'OUVERTURE ET D'EXPLOITATION INDUSTRIELLE DE	

OR/DCCLM

SITUATION ADMINISTRATIVE DU DROIT MINIER	TAUX DE LA REDEVANCE
CARRIERE Francs CFA/Km²/an	
1ère période de validité **et prorogation**	2 000 000
Renouvellements **et prorogation**	3 000 000
AUTORISATION D'OUVERTURE ET D'EXPLOITATION SEMI-MECANISEE DE CARRIERE Francs CFA/Km²/an	
1ère période de validité **et prorogation**	1 000 000
Renouvellements **et prorogation**	2 000 000
AUTORISATION D'EXPLOITATION ARTISANALE DE CARRIERE Francs CFA/ha/an	
1ère période de validité **et prorogation**	10 000
Renouvellements **et prorogation**	15 000
AUTORISATION D'EXPLOITATION DES HALDES, TERRILS ET RESIDUS DES MINES Francs CFA/m²/an	
1ère période de validité **et prorogation**	500
Renouvellements **et prorogation**	1 000
AUTORISATION D'EXPLOITATION DES HALDES, TERRILS ET RESIDUS DES CARRIERES Francs CFA/m²/an	
1ère période de validité **et prorogation**	200
Renouvellements **et prorogation**	250

<u>Article 189</u> (nouveau) : Taxe d'exploitation

Les titulaires d'autorisations d'exploitation minière artisanale, d'autorisations d'exploitation minière semi-mécanisée ou d'autorisations d'exploitation des haldes, des terrils et des résidus d'exploitation de mines sont assujettis au paiement de la Taxe d'Exploitation (TE) dont le taux est fixé comme suit :

1) **Pour l'Or :**

- **deux virgule cinq pour cent (2,5%) de la valeur de la transaction du minerai brut des haldes, des terrils et des résidus d'exploitation ;**
- **zéro virgule soixante-quinze pour cent (0,75%) de la valeur du produit minier déclaré par le producteur.**

En cas de non déclaration ou de déclaration nulle à partir de la deuxième année de la période de validité de l'autorisation, il sera appliqué un forfait de TE annuelle de cinq millions (5 000 000) francs CFA par autorisation d'exploitation minière semi-mécanisée d'Or et par autorisation d'exploitation des haldes, des terrils et des résidus d'exploitation de mines d'Or.

En cas de déclaration inexacte ou d'omission, les dispositions de l'article 223 de la présente loi s'appliquent.

Toutefois, aucune Taxe d'Exploitation annuelle ne pourra être inférieure à deux millions cinq cent mille (2 500 000) francs CFA par autorisation à partir de la deuxième année de la période de validité de l'autorisation.

Les conditions d'application du point 1 du présent article sont fixées par voie règlementaire.

2) Pour les autres substances , la taxe d'exploitation est de deux virgule cinq pour cent (2,5%) de la valeur du produit minier déclaré par le producteur.

La taxe d'exploitation est aussi due par tout exportateur de produits issus des EMAPE qui ne prouve pas la provenance desdits produits.

L'Etat peut autoriser certaines personnes agréées à la commercialisation des substances minérales issues des EMAPE à faire une retenue à la source de la taxe d'exploitation et à la lui reverser. Les modalités de cette retenue sont définies par voie réglementaire.

<u>Article 190</u> (nouveau) : Taxe de commercialisation

Les personnes physiques et morales agréées à la commercialisation des substances minérales sont assujetties au paiement de la Taxe de Commercialisation (TC) dont le taux est fixé comme suit :

1) **Pour l'Or :**

ok/dccc.dt

- **Zéro virgule un pour cent (0,1%) de la valeur du produit minier déclaré par le commerçant agréé.**
- **En cas de non déclaration ou de déclaration nulle, il sera appliqué un forfait de la Taxe à la commercialisation annuelle de cinq millions (5 000 000) francs CFA ;**
- **En cas de déclaration inexacte ou d'omission, les dispositions de l'article 223 de la présente loi s'appliquent .**

Toutefois, aucune Taxe de commercialisation annuelle ne pourra être inférieure à deux millions cinq cent mille (2 500 000) francs CFA par agrément.

2) Pour les autres substances, la taxe de commercialisation est de trois pour cent (3 %) de la valeur du produit minier déclaré par le Commerçant agréé.

Article 192 (nouveau) : Taxe sur les équipements

Les détenteurs d'équipements destinés aux prestations de service sur les **sites d'EMAPE et les titulaires d'autorisations d'exploitation détenteurs d'équipements** sont assujettis au paiement d'une **taxe trimestrielle** sur les équipements dont les taux sont les suivants :

- **Gros engin, camion, broyeur, concasseur** et **assimilés** : 300 000 FCFA ;
- **Camion-citerne : 200 000 FCFA ;**
- **Véhicule Léger de transport (minerai et eau)** et **assimilés : 100 000 FCFA ;**
- **Détecteur spécial des métaux : 50 000 FCFA ;**
- **Détecteur ordinaire des métaux : 10 000 FCFA ;**
- **Petit broyeur humide-séparateur** et **assimilés : 150 000 FCFA ;**
- **Vanneuse/Table à secousse/Cribleuse/Sluice** et **assimilés : 10 000 FCFA ;**
- **Mini Concasseur-broyeur /** Moulin **pour minerai** et **assimilés : 20 000 FCFA ;**
- Compresseur et **assimilés** : 20 000 FCFA.

La liquidation et le recouvrement des sommes dues au titre de la taxe sur les équipements relèvent de la compétence des services déconcentrés du Ministère en charge des Mines pour le compte du Ministère en charge des Finances.

Article 193 (nouveau) : Taxe d'extraction de carrière.

Le titulaire d'une autorisation d'ouverture et d'exploitation des carrières ou d'exploitation artisanale de carrière ou d'une autorisation d'exploitation des haldes, des terrils et des résidus d'exploitation de carrière est soumis au paiement d'une taxe d'extraction dont les **taux** sont fixés selon les types d'exploitations **comme suit** :

a) **Exploitation Industrielle des Carrières**

- 1200 F/m^3 pour les roches massives (granite, basalte, quartzite, calcaire, dolomite) ;
- 1000 F/ m^3 pour le gravier roulant et le gypse ;
- 800 F/ m^3 pour l'argile, la latérite et le merlon ;
- 700 F/ m^3 pour le sable, le banco, le chlorure de sodium et le natron.

b) Exploitation semi-mécanisée des Carrières

- 1000 F/m^3 pour les roches massives (granite, basalte, quartzite, calcaire, dolomite) ;
- 900 F/ m^3 pour le gravier roulant et le gypse ;
- 700 F/ m^3 pour l'argile, la latérite et le merlon ;
- 500 F/ m3 pour le sable, le banco, le chlorure de sodium et le natron.

c) Exploitation artisanale des Carrières

- 500 F/m^3 pour les roches massives (granite, basalte, quartzite, calcaire, dolomite) ;
- 400 F/ m^3 pour le gravier roulant et le gypse ;
- 300 F/ m^3 pour l'argile, latérite et le merlon ;
- 250 F/ m^3 pour le sable, le banco, le chlorure de sodium et le natron.

La liquidation et le recouvrement de la taxe d'extraction de carrière sont effectués par les services déconcentrés du Ministère en charge des Mines au profit des collectivités territoriales concernées.

Article 195 (nouveau) : Avantages douaniers consentis.

Les matériels, les matériaux, les machines et les équipements figurant sur la liste minière et destinés aux activités de recherche, dont l'importation est nécessaire à la réalisation du programme de recherche sont soumis au paiement des **droits de douanes au taux de cinq pour cent (5%).** Les titulaires s'acquittent **également** au taux en vigueur :

- **de la redevance statistique ;**
- **de tout autre prélèvement prévu par les institutions auxquelles le Niger fait partie.**

Cette fiscalité à l'importation s'étend aux parties et pièces détachées destinées aux machines et équipements de recherche. Toutefois, la valeur de ces pièces ne peut excéder trente pour cent (30%) de la valeur CAF frontières Niger des machines et équipements importés.

Elle s'étend aussi aux carburants et lubrifiants alimentant les installations fixes, les matériels de forage, les machines et les autres équipements destinés aux activités de recherche dont l'importation est justifiée et autorisée par l'autorité compétente.

La liste des matériels, des matériaux, des machines et des équipements pouvant bénéficier de

la fiscalité ci-dessus indiquée est validée par le Ministre chargé des Finances sur proposition du Ministre chargé des Mines. Elle est soumise en même temps que la demande du permis de recherche.

Lors de **l'attribution** du permis de recherche, cette liste y est jointe pour en faire partie intégrante.

Lorsque certains matériels, matériaux, machines et équipements devant être importés, ne se trouvent pas sur cette liste, une liste additive peut être établie et faire l'objet d'une demande d'exonération complémentaire soumise à la validation du Ministre chargé des Finances après approbation du Ministre chargé des Mines.

La liste minière additive ci-dessus indiquée proposée par le requérant est examinée par un comité ad hoc Mines - Finances préalablement à l'approbation du Ministre chargé des Mines.

Toutefois, ne peuvent donner lieu à exonération des droits et taxes de douanes à l'importation:

- les véhicules servant au transport des personnes et des marchandises ;
- les meubles et autres effets mobiliers ;
- les équipements non agréés par l'Administration des Mines et l'Administration des Douanes ;
- les biens n'ouvrant pas droit à déduction, en application des dispositions du Code Général des Impôts.

<u>Article 197</u> (nouveau): Application des avantages aux sociétés de géo-services

Les sociétés de géo-services offrant des services liés aux activités de recherche minière **habilitées par le Ministre en charge des Mines** et travaillant exclusivement pour les sociétés minières, bénéficient de la fiscalité prévue à l'article 194 de la présente loi à condition qu'elles agissent en qualité de sous-traitantes.

<u>Article 199</u> (nouveau) : Étendue des Avantages fiscaux et douaniers

Pendant la phase de construction dont la durée ne peut excéder trois (3) ans, les titulaires de titres d'exploitation sont **soumis au paiement** des droits de douanes **au taux de cinq pour cent (5%)** au moment de l'importation de matériels, de matières premières, de matériaux, de véhicules à usages spéciaux ou de chantier et des équipements nécessaires à la construction **de la mine ou de la carrière** ainsi que leurs parties et pièces détachées, à l'exclusion des

véhicules de tourisme et des véhicules utilitaires qui sont soumis au droit commun.

Les titulaires s'acquittent **également** au taux en vigueur :

- **de la redevance statistique ;**
- **de tout autre prélèvement prévu par les institutions auxquelles le Niger fait partie.**

Pendant la phase construction, les titulaires de titres d'exploitation bénéficient de l'exonération de la TVA et des autres impôts prévus aux articles 194 et 195 de la présente loi. **L'exonération s'applique aux équipements en ce qui concerne les autorisations d'exploitation minière semi-mécanisée, l'autorisation d'ouverture et d'exploitation industrielle de carrière et l'autorisation d'ouverture et d'exploitation semi-mécanisée de carrière.**

Article 200 (nouveau) : Liste minière pendant la phase de construction

La liste de matériels, de matériaux, de machines et équipements nécessaires à la construction de la mine **ou de la carrière** ainsi que des parties et pièces détachées pouvant bénéficier de l'exonération douanière,est annexée au **titre** d'exploitation dont elle fait partie intégrante.

Article 201 (nouveau): Application du régime de l'admission temporaire

Pendant la phase de construction, les titulaires de titres d'exploitation bénéficient du régime de l'admission temporaire pour les équipements et matériels importés pour la construction de la mine **ou de la carrière**.

En cas de cession ou de vente de biens et d'équipements ayant bénéficié de l'exonération ou de l'admission temporaire, les droits et taxes de douanes sont exigibles conformément à la règlementation en vigueur.

Article 202 (nouveau) : Durée des exonérations

La durée des exonérations prévues à l'article 199 de la présente loi ne doit pas excéder deux (2) ans.

Toutefois une prorogation unique d'un (1) an à compter de la date d'expiration du délai initial d'exonération peut être accordée par le Ministre chargé des Finances, lorsque le niveau des investissements réalisés atteint au moins cinquante pour cent (50 %) des investissements projetés.

ok/pcc in

La durée des exonérations est d'un (1) an pour les autorisations d'exploitation minière semi-mécanisée, l'autorisation d'ouverture et d'exploitation industrielle de carrière et l'autorisation d'ouverture et d'exploitation semi-mécanisée de carrière, sans possibilité de prorogation.

Dans tous les cas, ces exonérations prennent fin à la date de la première production commerciale si celle-ci intervient avant un délai de trois (3) ans.

La fin de la **phase** de construction est constatée par arrêté conjoint du Ministre chargé des Mines et du Ministre chargé des Finances **pour les titulaires des permis d'exploitation. Pour les autres titulaires, la date de premier anniversaire de l'octroi du titre d'exploitation marque la fin de la phase de construction.**

<u>Article 203</u> (nouveau) : Application des avantages aux sous-traitants

Les sous-traitants bénéficient des avantages liés à la phase de construction dans les mêmes conditions **que les titulaires des titres d'exploitation concernés** à condition qu'ils répondent aux conditions fixées par la présente loi.

<u>Article 207</u> (nouveau) : Régime fiscal

Pendant la phase d'exploitation, les titulaires de permis d'exploitation sont soumis au paiement des impôts, des droits et taxes exigibles selon le régime fiscal de droit commun.

Toutefois, les titulaires de titres d'exploitation bénéficient de l'exonération de la TVA sur leurs produits miniers marchands destinés à l'exportation.

Le bénéfice imposable au titre de l'Impôt Sur les Bénéfices est déterminé selon le régime fiscal de droit commun.

Sous réserve des dispositions des conventions visant à éliminer la double imposition, dûment ratifiées, les titulaires de permis d'exploitation sont tenus de procéder à la retenue à la source sur les sommes versées en rémunération de prestation de toute nature à des personnes n'ayant pas d'installations professionnelles ou d'établissements stables sur le territoire national et au reversement du produit de ladite retenue auprès des services fiscaux.

Cette retenue n'est pas déductible au titre des charges de l'Impôt Sur les Bénéfices de la société minière bénéficiaire de la prestation.

<u>Article 208 (nouveau)</u> : Investissement de recherche

Le montant total des investissements de recherche que le titulaire a effectué, est validé par l'Etat **chaque année pour toutes les périodes de validité du permis de recherche.**

Les dépenses validées pour toutes les périodes de validité du permis de recherche sont actualisées à la date d'octroi du permis d'exploitation. **Le montant validé** est amorti en phase d'exploitation comme frais d'établissement suivant les dispositions du Code Général des Impôts.

Article 5 : L'article 212 est abrogé.

Article 213 (nouveau) : Utilisation des recettes minières

Les recettes minières **sont** constituées par les frais d'instruction de dossiers, les droits fixes, la redevance minière, la redevance superficiaire, **la taxe d'exploitation**, la taxe de commercialisation des substances minérales, **la taxe sur les équipements**, les frais de délivrance de la carte individuelle d'accès et de **la carte d'intermédiaire, la contribution financière pour le prélèvement d'eau et les recettes exceptionnelles notamment la redevance initiale forfaitaire.**

Ces recettes minières hors recettes exceptionnelles, déduction faite des ristournes concédées aux agents du Ministère en charge des Mines, sont réparties comme suit :

- soixante-dix pour cent (70%) pour le budget national ;
- quinze pour cent (15%) pour le budget des collectivités territoriales concernées pour le financement du développement local ;
- quinze pour cent (15%) pour le fonds de développement minier.

Les recettes exceptionnelles déduction faite des ristournes concédées aux agents du Ministère en charge des Mines, sont réparties comme suit :

- **cinquante pour cent (50%) pour le budget national ;**
- **quinze pour cent (15%) pour le budget des collectivités territoriales concernées pour le financement du développement local ;**
- **Trente-cinq pour cent (35%) pour le fonds de développement minier.**

Les modalités de répartition de la part des recettes attribuées aux collectivités territoriales concernées sont fixées par décret pris en Conseil des Ministres.

Un arrêté conjoint du Ministre chargé des Mines et du Ministre chargé des Finances fixe les modalités d'application des dispositions du présent article.

Article 214 (nouveau) : Répartition des Ristournes

La répartition des ristournes sur les recettes minières s'opère selon les quotités suivantes :

- 10 % accordés aux agents du Ministère en charge des Mines, sur les droits fixes, la redevance superficiaire, la taxe d'extraction des substances de carrière, la taxe d'exploitation, la taxe de commercialisation des substances minérales, **les frais de délivrance de la carte d'intermédiaire et de la carte individuelle d'accès, la contribution financière pour le prélèvement d'eau** et la taxe sur les équipements qu'ils liquident et recouvrent ;
- 2 % accordés aux agents du Ministère en charge des Mines sur la redevance minière et les recettes exceptionnelles qu'ils liquident ;
- 50 % concédés aux agents du Ministère en charge des Mines sur les frais d'instruction des dossiers et les pénalités qu'ils liquident et recouvrent.

Article 224 (nouveau) : Pénalités de retard

Le versement des sommes dues au titre des droits, taxes ou redevances est effectué auprès des services compétents au plus tard quinze (15) jours à compter de la date de réception par le titulaire ou la personne concernée de l'état de liquidation. En cas de retard de paiement de droits, taxes ou redevances, des intérêts de retard de trois pour cent (3 %) pour le premier mois et d'un demi pour cent (0,5 %) additionnel par jour à compter du premier jour du deuxième mois de retard, sont calculés. Les pénalités sur les droits, taxes ou redevances sont liquidées et recouvrées selon les mêmes modalités que les droits, taxes ou redevances qui en font l'objet.

Le titulaire du droit minier est puni d'une amende allant de cinquante mille (50.000) à cinq cent mille (500.000) de FCFA par mois de retard non justifié ou en cas de manquement dans la transmission des rapports d'activités périodiques visés à l'article 123 de la présente loi.Cette amende court jusqu'à la date de dépôt dudit rapport.

Au cas où le taux d'exécution des dépenses de recherche auxquelles le Titulaire s'est engagé conformément à son programme d'activités contenu dans le cahier des charges est inférieur à 80%, il versera, à titre de pénalité à l'Etat 50% des dépenses non réalisées. Ceci ne dispense pas le titulaire des autres sanctions prévues par la présente loi.

Article 236 (nouveau) : Dispositions abrogatoires

Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à la présente loi notamment l'ordonnance n°93-016 du 2 mars 1993, portant loi minière et les textes modificatifs

subséquents et la loi n° 2008-30 du 3 juillet 2008, accordant des avantages dérogatoires pour les investissements des grands projets miniers.

Le décret n° 2023-413/PRN/MM du 18 mai 2023, fixant les modalités d'application de la loi n° 2022-033 du 05 juillet 2022, portant loi minière s'applique en tout ce qui n'est pas contraire à la présente ordonnance.

Article 6 : La présente ordonnance sera publiée au Journal Officiel de la République du Niger et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Niamey, le 08 août 2024

Signé : Le Président du Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie, Chef de l'Etat
Le Général de Brigade **ABDOURAHAMANE TIANI**

Pour Ampliation :
Le Secrétaire Général
du Gouvernement

MAHAMANE ROUFAI LAOUALI